

ACB MANAGEMENT S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener

R.C.S. Luxembourg B 207.593

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 6 DECEMBRE 2016
NUMERO 2936/2016

L'an deux mil seize, le six décembre.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

- **Monsieur Benoit DABERTRAND**, dirigeant d'entreprise, né à Charleroi, en Belgique, le 16 mai 1970 et demeurant professionnellement au 56 rue Glesener, L-1630, Luxembourg,

- **Monsieur Cédric DE CARITAT**, dirigeant d'entreprise, né à Charleroi, en Belgique, le 05 juin 1979 et demeurant professionnellement au 56 rue Glesener, L-1630, Luxembourg

Tous deux ici représentés par **Monsieur Nicolas de CARITAT**, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé données le 05 décembre 2016.

Lesdites procurations, après avoir été signées « *ne varietur* » par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'ils sont les seuls associés de la société ACB MANAGEMENT S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée par acte du notaire instrumentant en date du 13 juillet 2016, publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations numéro RESA_2016_041.102 du 19 juillet 2016. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date.

- Que la société **ACB MANAGEMENT S.à r.l.** a un capital social de DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (EUR 12.500,-) représenté par MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EURO (EUR 10,-) chacune, entièrement libérées;

- Qu'ils ont pris les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

Les associés décident d'augmenter le capital social de la société à concurrence d'un montant de DIX-HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS (18.500 EUR) pour le porter de son montant actuel de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500 EUR) à un montant de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000 EUR) par l'émission de MILLE HUIT CENT CINQUANTE (1.850) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 EUR), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION

Sont alors intervenus aux présentes:

1) **Monsieur Benoit DABERTRAND**, prénommé, représenté comme dit-est,

Lequel a déclaré souscrire NEUF CENT VINGT-CINQ (925) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 EUR).

2) **Monsieur Cédric DE CARITAT**, prénommé, représenté comme dit-est,

Lequel a déclaré souscrire NEUF CENT VINGT-CINQ (925) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 EUR).

Etant ici précisé que les trois mille cents (3.100) parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées partiellement à hauteur de 40%, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500) correspond au montant du capital social libéré, tel qu'en atteste une situation comptable interimaire datée du 5 décembre 2016.

DEUXIEME RESOLUTION

Les associés décident de modifier la forme juridique de la société, sans changement de sa personnalité juridique, de « **société à responsabilité limitée** » en celle de « **société anonyme** » et de changer la dénomination de « **ACB MANAGEMENT S.à r.l.** » en « **ACB MANAGEMENT S.A.** » et de convertir les « **parts sociales** » existantes en « **actions** ».

Le capital et les réserves demeureront intacts ainsi que tous les éléments de l'actif et du passif, les amortissements, les moins-values et les plus-values. La société anonyme continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société à responsabilité limitée.

La transformation se fait sur base d'un état comptable de moins de 6 mois, en conformité de l'article 308Bis-16 de la loi sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée, établi en date du 5 décembre 2016.

Ledit état comptable restera, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

TROISIEME RESOLUTION

Les associés précisent que les gérants actuels cessent leur fonction en tant que gérants de la société.

Les associés décident de nommer six administrateurs répartis en catégorie A et catégorie B pour une durée indéterminée, comme suit :

Catégorie A :

Monsieur Benoît DABERTRAND, gérant de sociétés, né le 16 mai 1970 à Charleroi, Belgique, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener ;

Monsieur Cédric De CARITAT, gérant de sociétés, né le 06 juin 1979 à Charleroi, Belgique, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener ;

Catégorie B :

Madame Emilie DELAGE, gérant de sociétés, né le 02 septembre 1980 à Gonesse, France, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener ;

Monsieur Raphael BONFIGLIOLI, gérant de sociétés, né le 08 novembre 1975 à Tubize, Belgique demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener ;

Monsieur Alain WURGLER gérant de sociétés, né le 04 mai 1968 à Zurich, Suisse, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener ;

Monsieur Seilendra GOKHOOL, gérant de sociétés, né le 07 février 1971 à Port-Louis, Ile Maurice, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener ;

QUATRIEME RESOLUTION

Les associés décident également d'amender l'objet social de la société et ainsi lui donner la teneur suivante :

« Article 3

La Société a pour objet, au Luxembourg ou à l'étranger, pour compte propre ou de tiers ou en

participation avec ceux-ci : La prestation de services, le conseil en management, la consultance commerciale et administrative.

La société a également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Pour éviter toute ambiguïté, la Société ne peut pas exercer des activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu au préalable, le cas échéant, l'autorisation requise.

Dans ce cadre, elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes :

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

CINQUIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, les statuts de la société actuelle sont adaptés à la nouvelle forme juridique i.e. société anonyme et auront désormais la teneur suivante:

"Article 1er

Il est formé une société anonyme sous la dénomination de « **ACB MANAGEMENT S.A.** ». La société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Article 2

Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du

conseil d'administration, qui sera alors, en charge de faire procéder à la modification subséquente des statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Article 3

La Société a pour objet, au Luxembourg ou à l'étranger, pour compte propre ou de tiers ou en participation avec ceux-ci : La prestation de services, le conseil en management, la consultance commerciale et administrative.

La société a également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute

entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Pour éviter toute ambiguïté, la Société ne peut pas exercer des activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu au préalable, le cas échéant, l'autorisation requise.

Dans ce cadre, elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes :

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent. D'une

façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Article 4

La société est constituée pour une durée illimitée.

Article 5

Le capital social est fixé à **TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-)** représenté par **TROIS MILLE CENT (3.100)** actions d'une valeur nominale de DIX EURO (EUR 10,-) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Article 6

En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (ci après dénommé L'"**Administrateur Unique**") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique

de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Article 7

La tenue du conseil d'administration doit se faire au Grand-Duché de Luxembourg. Tout conseil d'administration tenu en dehors du Grand-Duché de Luxembourg ne sera pas valide.

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur convocation de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration de la Société sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette

urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, télex ou courrier électronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration de la Société en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme ou télex un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique initiée depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration de la Société peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions signées par tous les membres du conseil d'administration de la

Société. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Article 8

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

En cas d'Administrateur Unique, tous ces pouvoirs seront réservés à cet Administrateur Unique.

Article 9

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs répartis en catégorie A et catégorie B, par la signature conjointe d'un Administrateur de catégorie A et par un Administrateur de catégorie B ou la signature individuelle d'un Administrateur de catégorie A ou encore par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Article 10

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Article 11

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil d'administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt

personnel de l'administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'actionnaire unique ou des actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

. ARTICLE 12

La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par

visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Article 13

La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Article 14

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à tout endroit au Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans les convocations.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Article 15

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 16

L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Article 17

La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de

plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Article 18

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée. »

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de fixer le nombre des commissaires aux comptes à un.

Est nommé commissaire aux comptes:

Fisconsult S.a., ayant son siège social au 56, rue Glesener immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 145.784.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de **2022**.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ mille trois cents euros (1.300,- EUR).

DONT ACTE

fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte. signé avec Nous notaire le présent acte.

(signé) Nicolas de Caritat, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 décembre
2016

Relation: EAC/2016/28596

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) ff Monique HALSDORF

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 29 décembre 2016.